

GFI INFORMATIQUE

**RAPPORT FINANCIER  
SEMESTRIEL**

AU 30 JUIN 2013

—  
[www.gfi.fr](http://www.gfi.fr)

# Rapport Semestriel d'activité au 30 juin 2013

---

## Evénements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice

---

Au cours du premier semestre 2013, aucun évènement important pouvant avoir une incidence sur les comptes semestriels ne mérite d'être signalé. On relèvera cependant au cours du premier semestre 2013, l'intervention des faits suivants:

### Offre Publique d'Achat

Les Fonds APAX et BOUSSARD & GAVAUDAN ont conclu un pacte d'actionnaires le 7 juin 2013 afin « de stabiliser le capital de Gfi, et de poursuivre la création de valeur de la société dans l'optique de la recherche d'une liquidité de leur investissement dans le délai le plus approprié compte tenu des circonstances ».

Conformément à la réglementation applicable, le concert ainsi constitué a entraîné l'obligation de déposer une offre publique d'achat dont l'initiateur a été la société INFOFIN PARTICIPATIONS, société constituée à cet effet.

Au terme de la période d'offre, la société INFOFIN PARTICIPATIONS a acquis 7 483 083 actions et 163 755 océanes, ce qui permet au concert de détenir 42 666 632 actions Gfi Informatique, et 10 053 919 océanes, ce qui représente 78,36% du capital et des droits de vote de la société et 99,73% des océanes en circulation.

Cette opération marque la confiance des deux actionnaires principaux dans la stratégie suivie jusqu'à présent. Elle permet au Groupe d'envisager sereinement la poursuite du développement de l'activité tout en stabilisant le capital de Gfi Informatique.

### Plans d'actions gratuites

Le conseil d'administration du 1er mars 2013 a utilisé une autorisation de l'Assemblée générale pour attribuer 870 965 droits à actions gratuites sous condition de performance, aux salariés et dirigeants du Groupe et à l'ensemble des salariés de Gfi Informatique et des filiales françaises.

## Activité au premier semestre 2013

---

Le chiffre d'affaires du Groupe pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013 s'établit à 368,6 M€, en croissance de +14,8 % à données publiées par rapport à la même période de l'exercice précédent. Il est quasi stable (-0,7%) en organique malgré un calendrier défavorable, avec deux journées ouvrées en moins en France, Espagne et Belux représentant -1,6% en jours ouvrés sur ces pays.

Sur le deuxième trimestre, le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de 15,7% dont +0,5% en organique.

La marge opérationnelle du Groupe, à 17 M€ progresse de 6,9%.

### Analyse de l'activité en France

**En France** : forte croissance du chiffre d'affaires et amélioration de la marge opérationnelle

Le chiffre d'affaires de la France s'est élevé à 313,0 M€ contre 258,8 M€ au 30 juin 2012, soit une croissance de +20,9% à données publiées et de +1,5% en organique. Sur le deuxième trimestre, la croissance en France s'élève à +21,9% dont +2,7% en organique.

Ce fort niveau d'activité reflète la bonne intégration des sociétés et activités acquises en 2012, Géosphère, Adix, Thales Bus et Cognitis.

La marge opérationnelle, à 5,3% comme l'an dernier, est légèrement supérieure aux attentes du Groupe. Au-delà de l'effet mécanique défavorable du calendrier (supérieur à 1 point de MOP) la progression de la marge opérationnelle traduit les efforts du Groupe pour améliorer son positionnement, innover et industrialiser. Ces paramètres s'illustrent particulièrement dans l'amélioration du TJM en progression de près de 20€<sup>1</sup> par rapport à l'an dernier, tandis que le TACE est stable. .

### Analyse de l'activité à l'international

**À l'international** :

**Péninsule ibérique** (Espagne et Portugal) :

Le chiffre d'affaires à 39,7 M€ contre 46,2 M€ est en repli organique de -14%, tandis que la marge opérationnelle à l'équilibre est en recul de 4,1 points. Sur le semestre, Gfi s'est désengagé de l'activité revente de terminaux de paiement au Portugal et a poursuivi ses actions de réorganisation. L'effet calendaire a également pesé sur la zone et a représenté un manque à gagner de plus de 1% du chiffre d'affaires.

**Europe du Nord** (Belux et Suisse) :

Avec 12,7 M€ au premier semestre 2013 contre 13,0 M€ l'an dernier, l'activité est quasi stable comme la rentabilité ce qui compte tenu également d'un calendrier défavorable de 2 jours est une bonne performance. Le Belux représente près de 94% des ventes de la zone.

**Maroc**

Le Maroc avec 3,1 M€ de chiffre d'affaires connaît une forte croissance organique 11,3% et améliore sa rentabilité.

---

<sup>1</sup> Donnée de gestion non tirée des états financiers

## Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel s'élève à 7,8 M€, contre 10,8 M€ au premier semestre 2012. La poursuite de l'intégration des acquisitions réalisées en fin d'année dernière explique notamment le montant des restructurations du premier semestre (5,2 M€ contre 2,5 M€ en juin 2012).

Le Groupe a réalisé l'essentiel des restructurations de l'exercice dès le premier semestre et considère que celles-ci devraient sur l'exercice, être proches des 6,7 M€ enregistrés en 2012.

Le résultat net des activités poursuivies s'élève à 0,6 M€. Le résultat global de l'exercice progresse à 0,9 M€ contre 0,2 M€ au 30 juin 2012.

## Structure financière : maîtrise du BFR et gearing de 33%

---

La capacité d'autofinancement s'établit à 12,5 M€ contre 13,8 M€ au 30 juin 2012, la variation s'expliquant notamment par les coûts de restructurations. La consommation de BFR semestrielle compte tenu de l'évolution de l'activité est très maîtrisée : elle s'élève à 19,3 M€ dont 16,4 M€ d'exploitation contre 15,9 M€ l'an dernier. Ces éléments permettent d'afficher un gearing faible à 33%.

## Effectifs

---

A fin juin 2013, les effectifs du Groupe s'élèvent à 9 709 personnes, contre 8 759 personnes à fin juin 2012. Sur la France 514 recrutements ont pu être mis en place.

## Perspectives

---

A conjoncture équivalente, le Groupe considère que la fin de l'année devrait confirmer la croissance enregistrée au premier semestre et que la rentabilité devrait être en nette amélioration au second semestre avec notamment la disparition des effets de saisonnalité constatés au premier semestre. Par ailleurs le Groupe reste attentif à toute opportunité d'acquisition qui pourrait se présenter.

## Description des principaux risques et des principales incertitudes pour le second semestre 2013

---

Bien que le chiffre d'affaires de Gfi Informatique soit, pour une large part, protégé par des contrats cadres et des contrats pluriannuels et que les principaux clients n'aient pas communiqué de signaux très négatifs, le Groupe reste très attentif à l'évolution de l'environnement économique et financier et suit de très près l'évolution de la situation.

Pour être complet, il convient de rappeler que dans son document de référence, le Groupe Gfi indique à propos des facteurs de risques liés aux écarts d'acquisition que :

« La valeur des écarts d'acquisition est soumise au risque de dépréciation en cas de dégradation de l'activité concernée et/ou d'évolution défavorable de ses perspectives à long terme et/ou de paramètres externes (hausse des taux d'intérêt, crise économique).

Dans le cas des activités poursuivies, l'évaluation de la valeur de ces actifs est effectuée périodiquement sur la base de la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession et la valeur d'utilité. Les modalités d'évaluation de la valeur d'utilité sont sensibles aux éventuelles évolutions des caractéristiques du modèle économique sous-jacent.

Le risque de dépréciation des écarts d'acquisition peut également survenir dans le cadre d'une stratégie de désengagement, lorsque la cession d'une activité est envisagée. Dans ce contexte particulier, l'évaluation de la valeur des écarts d'acquisition est alors effectuée sur la base du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession, qui peut être inférieur à la valeur comptable de l'activité ».

A ce jour, la Société estime que les facteurs de risques décrits dans son document de référence déposé le 26 avril 2013 sous le n°D.13-0454 n'ont pas évolué de manière significative depuis sa date de dépôt.

## Informations relatives aux parties liées

---

Le nombre de droits à actions gratuites attribué au cours de la période au profit des parties liées, s'élève à 150 000.

## Evènements postérieurs à la clôture

---

Néant

# Comptes Semestriels Consolidés condensés

## Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013

---

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## ► Etat du résultat global consolidé

### Résultat

(en milliers d'euros)		30.06.13	30.06.12 <i>retraité (1)</i>	2012
<b>Chiffre d'affaires</b>	<i>note 1</i>	<b>368 614</b>	320 929	667 333
Charges de personnel	<i>note 2</i>	-274 720	-236 350	-482 070
Achats et charges externes		-67 087	-59 743	-129 037
Impôts, taxes et versements assimilés		-6 743	-5 443	-11 620
Dotations aux amortissements (hors actifs incorporels affectés)		-3 275	-3 417	-6 798
Autres produits et charges opérationnels courants		228	-63	1 944
<b>MARGE OPERATIONNELLE</b>		<b>17 017</b>	<b>15 913</b>	<b>39 752</b>
<b>Marge opérationnelle en %</b>		<b>4,6%</b>	<b>5,0%</b>	<b>6,0%</b>
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés		-945	-756	-1 495
Restructurations	<i>note 3</i>	-5 226	-2 539	-6 686
Résultat des cessions et liquidations	<i>note 3</i>	-470	0	0
Dépréciation des écarts d'acquisition	<i>note 7</i>	0	0	-3 300
Autres produits et charges opérationnels	<i>note 3</i>	-2 557	-1 770	-4 963
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>7 819</b>	<b>10 848</b>	<b>23 308</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		158	137	420
Coût de l'endettement financier brut		-3 118	-3 013	-6 315
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<i>note 4</i>	<b>-2 960</b>	<b>-2 876</b>	<b>-5 895</b>
Autres produits et charges financiers	<i>note 5</i>	-556	-306	-667
Impôts sur les résultats	<i>note 6</i>	-3 661	-5 364	-8 018
Résultat des sociétés intégrées par mise en équivalence		0	0	0
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>		<b>642</b>	<b>2 302</b>	<b>8 728</b>
Résultat des activités abandonnées		0	3 349	3 349
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>642</b>	<b>5 651</b>	<b>12 077</b>
dont part du Groupe		800	4 950	11 600
dont part ne donnant pas le contrôle		-158	701	477
<i>Résultat de base des activités poursuivies par action (en euros)</i>	<i>note 10</i>	<i>0,01</i>	0,04	0,16
<i>Résultat dilué des activités poursuivies par action (en euros)</i>	<i>note 10</i>	<i>0,01</i>	0,04	0,16
<i>Résultat de base par action (en euros)</i>	<i>note 10</i>	<i>0,01</i>	0,09	0,22
<i>Résultat dilué par action (en euros)</i>	<i>note 10</i>	<i>0,01</i>	0,09	0,21

(1)- 1<sup>er</sup> semestre 2012 retraité compte tenu de l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée

## Autres éléments du résultat global

(en milliers d'euros)	30.06.13	30.06.12 retraité (1)	2012
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>642</b>	<b>5 651</b>	<b>12 077</b>
<u>Éléments non recyclables en résultat :</u>			
Variation des écarts actuariels	0	0	-3 411
Impôt sur les autres éléments du résultat global non recyclables	0	0	1 174
<u>Éléments recyclables en résultat :</u>			
Variation des instruments de couverture	47	-150	7
Différences de conversion enregistrées en capitaux propres	228	-286	-269
Recyclage des réserves consolidées	0	-5 056	-5 056
Impôt sur les autres éléments du résultat global recyclables	0	0	0
<b>Résultat global reconnu en capitaux propres</b>	<b>275</b>	<b>-5 492</b>	<b>-7 555</b>
<b>RESULTAT GLOBAL</b>	<b>917</b>	<b>159</b>	<b>4 522</b>
dont part du Groupe	1 075	-542	4 045
dont part ne donnant pas le contrôle	-158	701	477

(1)- 1<sup>er</sup> semestre 2012 retraité compte tenu de l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée

## ► Tableaux consolidés des flux de trésorerie

La variation de trésorerie nette ainsi que l'endettement net du Groupe se détaillent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.12	variation	30.06.13
Valeurs mobilières de placement	21 539	12 137	33 676
Disponibilités	18 629	-6 412	12 217
Concours bancaires courants	-556	-6 223	-6 779
<b>Trésorerie nette</b>	<b>39 612</b>	<b>-498</b>	<b>39 114</b>
Endettement, part à long terme	-72 840	4 211	-68 629
Endettement, part à court terme (hors concours bancaires courants)	-20 062	-13 268	-33 330
<b>Endettement financier brut</b>	<b>-92 902</b>	<b>-9 057</b>	<b>-101 959</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>-53 290</b>	<b>-9 555</b>	<b>-62 845</b>

La variation de la trésorerie nette par nature de flux est présentée dans le tableau consolidé des flux de trésorerie ci-après.

(en milliers d'euros)	30.06.13	30.06.12 retraité (1)
Résultat net de l'ensemble consolidé avant résultat des activités abandonnées	642	2 302
Dotations nettes aux amortissements et provisions et autres éléments du résultat sans impact en trésorerie	4 644	3 171
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur	698	632
Plus ou moins-values nettes de cessions d'actifs	579	152
Profits et pertes de dilution	0	0
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>6 563</b>	<b>6 257</b>
Coût de l'endettement financier net (retraité des variations de juste valeur)	2 261	2 244
Coût des sw ap	12	-28
Charge d'impôt	3 661	5 348
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>12 497</b>	<b>13 821</b>
Impôt versé	-5 318	-4 258
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité	-19 252	-15 894
<b>I- FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE</b>	<b>-12 073</b>	<b>-6 331</b>
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	-2 480	-3 183
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	-2 943	-2 121
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	626	49
+/- Encaissements nets liés aux acquisitions/cessions d'immobilisations financières	24	-3
+/- Incidences des variations de périmètre	11 184	41 499
+/- Variations des prêts et avances consenties	-798	5
<b>II- FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>5 613</b>	<b>36 246</b>
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
+/- Rachats et reventes d'actions propres	-160	-804
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
• Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	-4 846
• Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	
+ Variation des capitaux propres liée à l'enregistrement de l'Océane	0	
+ Souscriptions d'emprunts	0	12
- Remboursements d'emprunts	-2 902	-19 353
+/- Variation du tirage sur créances affacturées	9 938	21 807
- Intérêts financiers versés	-935	-1 049
- Coût des sw ap	-12	28
<b>III- FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>5 929</b>	<b>-4 205</b>
+/- Incidence des variations de cours des devises	33	8
<b>VARIATION DE TRESORERIE DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>	<b>-498</b>	<b>25 718</b>

### Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement comprend le versement de 2 834 milliers d'euros dans le cadre du litige TVA (Cf. Note 13 : Provisions courantes).

### Incidences des variations de périmètre

La créance sur cession de la branche canadienne s'élevant à 9 825 milliers d'euros au 31 décembre 2012 a été encaissée au 1<sup>er</sup> semestre 2013.

(1)- 1<sup>er</sup> semestre 2012 retraité compte tenu de l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée

## ► Etat de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)		30.06.13	31.12.12 <i>retraité (1)</i>
Ecarts d'acquisition	<i>note 7</i>	188 126	192 144
Autres immobilisations incorporelles	<i>note 8</i>	35 629	32 891
Immobilisations corporelles	<i>note 8</i>	8 469	8 266
Actifs financiers non courants	<i>note 9</i>	5 385	4 609
Impôts différés actifs	<i>note 6</i>	6 440	5 448
Autres actifs non courants		17 090	18 244
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>261 139</b>	<b>261 602</b>
Stocks de marchandises		584	602
Clients et comptes rattachés		264 194	255 462
Autres créances		24 856	28 697
Charges constatées d'avance		11 247	7 297
Trésorerie et équivalents de trésorerie		45 893	40 168
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>346 774</b>	<b>332 226</b>
<b>ACTIFS DESTINES A LA VENTE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>607 913</b>	<b>593 828</b>
Capital		108 901	108 901
Primes		36 259	36 259
Réserves consolidées		45 239	48 158
Autres		-2 819	-3 943
Réserves de conversion		162	175
<b>CAPITAUX PROPRES, Part du groupe</b>		<b>187 742</b>	<b>189 550</b>
Part ne donnant pas le contrôle		-1 043	-1 641
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<i>note 10</i>	<b>186 699</b>	<b>187 909</b>
Endettement, part à long terme	<i>note 11</i>	68 629	72 840
Impôts différés passifs	<i>note 6</i>	213	148
Provisions non courantes	<i>note 12</i>	21 501	20 712
Autres passifs financiers non courants		5 284	6 284
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>95 627</b>	<b>99 984</b>
Provisions courantes	<i>note 13</i>	12 255	16 178
Endettement, part à court terme	<i>note 11</i>	40 109	20 618
Passifs financiers courants		0	6
Autres passifs financiers courants		3 100	2 100
Fournisseurs		48 230	52 167
Dettes fiscales et sociales		163 704	164 260
Autres passifs courants	<i>note 10</i>	16 267	10 248
Produits constatés d'avance		41 922	40 358
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>325 587</b>	<b>305 935</b>
<b>PASSIF DESTINES A LA VENTE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>607 913</b>	<b>593 828</b>

(1)- 31 décembre 2012 retraité compte tenu de l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée

## ► Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Réserves groupe	Titres de l'entreprise consolidante	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	Réserve de conversion	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
<b>Situation au 31 12 2011</b>	108 901	36 259	41 939	-1 024	-428	6 913	192 560	15 892	208 452
Passage IAS19 révisée			-558				-558		-558
<b>Situation au 31 12 2011 retraitée (1)</b>	108 901	36 259	41 381	-1 024	-428	6 913	192 002	15 892	207 894
Résultat 1er semestre 2012			4 950				4 950	701	5 651
Résultat reconnu en capitaux propres					-150	-5 342	-5 492		-5 492
<b>Résultat global 1er semestre 2012 retraité (IAS 19 révisée)</b>	0	0	4 950	0	-150	-5 342	-542	701	159
Dividendes versés			-4 846				-4 846		-4 846
Reclassements <sup>(2)</sup>			1 707			-1 707	0		0
Titres de l'entreprise consolidante			106	-911			-805		-805
Valorisation des paiements en actions					450		450		450
Variations de périmètre <sup>(3)</sup>							0	-16 684	-16 684
Variation de la réserve de conversion						396	396	100	496
<b>Situation au 30 06 12 retraitée (1)</b>	108 901	36 259	43 298	-1 935	-128	260	186 655	9	186 664
Résultat 2nd semestre 2012			6 679				6 679	-224	6 455
Résultat reconnu en capitaux propres					-2 080	17	-2 063		-2 063
<b>Résultat global 2nd semestre 2012 retraité (IAS19 révisée)</b>	0	0	6 679	0	-2 080	17	4 616	-224	4 392
Titres de l'entreprise consolidante			-54	-752			-806		-806
Valorisation des paiements en actions					952		952		952
Variations de périmètre							0	-1 427	-1 427
Put sur minoritaires			-1 765				-1 765		-1 765
Variation de la réserve de conversion						-102	-102	1	-101
<b>Situation au 31 12 2012 retraitée (1)</b>	108 901	36 259	48 158	-2 687	-1 256	175	189 550	-1 641	187 909
Résultat 1er semestre 2013			800				800	-158	642
Résultat reconnu en capitaux propres					47	228	275		275
<b>Résultat global 1er semestre 2013</b>	0	0	800	0	47	228	1 075	-158	917
Dividendes versés			-3 223				-3 223		-3 223
Titres de l'entreprise consolidante			-496	336			-160		-160
Valorisation des paiements en actions					741		741		741
Variations de périmètre							0	759	759
Variation de la réserve de conversion						-241	-241	-3	-244
<b>Situation au 30 06 2013</b>	108 901	36 259	45 239	-2 351	-468	162	187 742	-1 043	186 699

(1)- 31 décembre 2011, 30 juin 2011 et 31 décembre 2012 retraité compte tenu de l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée

(2)- Les reclassements concernent des écarts de conversion reclassés des réserves de conversion aux réserves Groupe pour un montant de 1 707 milliers d'euros.

(3)- Les variations de périmètre concernent principalement la cession de la branche canadienne pour 16 683 milliers d'euros.

# NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES

## I. Informations générales

---

GFI Informatique S.A. est la société mère d'un Groupe international de services en technologies de l'information.

GFI Informatique met au service de ses clients son savoir-faire structuré en cinq branches : Conseil, Application services, Infrastructures services, Software, Entreprise services. Dans le cadre de l'industrialisation de ses lignes d'activité, le Groupe dispose de 11 centres d'expertises, de 2 centres de services nationaux et de 3 centres off-shore.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2013 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 30 juillet 2013.

## II. Faits caractéristiques et périmètre de consolidation

---

### Faits caractéristiques

#### Offre publique d'achat

Les Fonds APAX et BOUSSARD & GAVAUDAN ont conclu un pacte d'actionnaires le 7 juin 2013 afin « de stabiliser le capital de Gfi, et de poursuivre la création de valeur de la société dans l'optique de la recherche d'une liquidité de leur investissement dans le délai le plus approprié compte tenu des circonstances ».

Conformément à la réglementation applicable, le concert ainsi constitué a provoqué le lancement d'une offre publique d'achat dont l'initiateur est la société INFOFIN PARTICIPATIONS, société constituée à cet effet. Le conseil d'administration de Gfi Informatique, réuni le 17 juin 2013, après avoir examiné notamment le rapport d'un expert indépendant sur les conditions financières de l'Offre, a relevé que les initiateurs de l'OPA, déclarent avoir l'intention de poursuivre l'activité de la société, que l'Offre n'aura pas d'incidence sur la politique industrielle, commerciale et financière de la société, que l'Offre s'inscrit dans une logique de poursuite du développement de l'activité de la société et aussi qu'elle n'aura pas d'incidence sur la politique sociale de la société.

Au terme de la période d'offre, la société INFOFIN PARTICIPATIONS a acquis 7.483.083 actions et 163.755 océanes, ce qui permet au concert de détenir 41.932.201 actions Gfi Informatique, et 10.053.919 océanes, ce qui représente 77,01% du capital et des droits de vote de la société et 99,73% des océanes en circulation.

Les porteurs d'Océane ont renoncé au remboursement anticipé de l'Océane consécutivement à l'avis de remboursement diffusé par Gfi Informatique le 5 juillet 2013.

#### Plans d'actions gratuites

Le Conseil d'administration du 1<sup>er</sup> mars 2013 a attribué des droits à actions gratuites au profit des salariés et dirigeants des sociétés du Groupe. Les actions seront acquises aux bénéficiaires à l'issue d'une période d'acquisition minimale de deux ans et sous des conditions de performances du Groupe. Elles sont également soumises à une condition de conservation par les bénéficiaires pendant une période de deux ans. Le nombre

maximal d'actions gratuites attribuées sera de 756 500 actions au titre du plan réservé aux dirigeants et de 114 465 au titre du plan applicable à l'ensemble des salariés des entités françaises du Groupe.

La juste valeur des actions à la date d'attribution s'élève à 3,25 euros et, compte tenu de la probabilité d'atteinte des conditions de performances, la charge de la période s'élève à 122 milliers d'euros. Les cotisations sociales afférentes sont comptabilisées en « autres produits et charges opérationnels » pour un montant de 325 milliers d'euros.

## Périmètre de consolidation

### Liste des sociétés consolidées

Il n'y a pas eu, sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013, de changements de périmètre.

La liste des sociétés consolidées est présentée dans les Etats Financiers Consolidés du Groupe au 31 décembre 2012.

### III. Principes et méthodes comptables

---

Les comptes consolidés du Groupe GFI Informatique sont établis selon les normes comptables internationales IAS/ IFRS applicables au 30 juin 2013 telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés du Groupe GFI Informatique, il n'y a pas de divergences entre le référentiel approuvé par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2013 sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers du 31 décembre 2012.

L'impact de l'adoption des nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes sur les états financiers du Groupe reste limité.

► IAS 19 révisée – Avantages au personnel

La révision de la norme relative aux avantages au personnel a conduit le Groupe à comptabiliser rétrospectivement en capitaux propres le montant du coût des services passés non amortis. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la Note 19 : Application IAS 19 révisée, tableaux de passage.

► IAS 1 révisée – Présentation des Etats Financiers

► IFRS 13 – Mesure de la juste valeur

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes suivantes :

- IFRS 10 : Consolidation ;
- IFRS 11 : Partenariats ;
- IFRS 12 : Informations à fournir sur les filiales, les partenariats et les participations associées ;
- IAS 28 révisée : participation des entreprises associées ;
- Amendement IAS 32 : compensation des actifs et des passifs financiers ;
- IFRIC 21 : Taxes.

Le processus interne de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

Les autres règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012.

---

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables et hypothèses déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés concernent notamment l'évaluation des engagements en matière de retraite, les tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition et les provisions pour risques et charges. Dans le cadre d'un arrêté semestriel, les provisions pour primes annuelles, le CICE et la charge d'impôt constituent également des estimations significatives.

## IV. Notes sur l'état du résultat global consolidé

### NOTE 1 : CHIFFRE D'AFFAIRES

L'évolution de la répartition géographique du chiffre d'affaires s'établit comme suit :

(en milliers d'euros)	30.06.13		30.06.12	
<b>France</b>	<b>313 062</b>	<b>85%</b>	<b>258 841</b>	<b>81%</b>
<b>International</b>	<b>55 552</b>	<b>15%</b>	<b>62 088</b>	<b>19%</b>
Espagne	31 187	8%	34 977	11%
Portugal	8 548	2%	11 204	3%
Belux	11 913	3%	12 180	4%
Suisse	771	0%	853	0%
Maroc	3 133	1%	2 874	1%
<b>Total</b>	<b>368 614</b>	<b>100%</b>	<b>320 929</b>	<b>100%</b>

### NOTE 2 : CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

(en milliers d'euros)	30.06.13	30.06.12
Rémunération du personnel	201 200	165 944
Charges sociales	73 240	70 296
Participation et intéressement	280	110
<b>Total</b>	<b>274 720</b>	<b>236 350</b>

L'effectif moyen du Groupe est le suivant :

Effectif moyen	30.06.13	30.06.12
Cadres	6 483	7 445
Employés, techniciens, agents de maîtrise	3 308	1 314
<b>Total</b>	<b>9 791</b>	<b>8 759</b>

Les avantages au personnel provisionnés sont présentés dans la note afférente aux « Provisions non courantes ».

#### CICE

Le CICE est comptabilisé au niveau des charges de personnel et représente un produit net de 2,9 millions d'euros sur la période.

### NOTE 3 : RESULTAT OPERATIONNEL

#### Restructurations

Les charges de restructuration comprises dans le résultat opérationnel concernent principalement la France pour un montant de 4 459 milliers d'euros, ainsi que l'Espagne et le Portugal pour respectivement 665 milliers d'euros et 102 milliers d'euros.

### Résultat des cessions

Les résultats des cessions ont été principalement générés par la sortie de l'activité 'terminaux de paiement' au Portugal.

### Dépréciation des écarts d'acquisition

Cf. Note 7.

### Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	30.06.13	30.06.12
Opérations de périmètre	-434	-308
Actions gratuites	-1 066	-626
Litige TVA	-154	-204
Déménagements	-183	-189
Autres	-720	-443
<b>Total</b>	<b>-2 557</b>	<b>-1 770</b>

### Opération de périmètre

Conformément à la norme IFRS 3 Révisée, les frais liés aux opérations de regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges.

### Actions gratuites

Les Conseils d'administration des 10 mars 2011, 14 mars 2012 et 1<sup>er</sup> mars 2013 ont attribué des droits à actions gratuites au profit des salariés et dirigeants des sociétés du Groupe. Les actions seront acquises aux bénéficiaires à l'issue d'une période d'acquisition minimale de deux ans et sous des conditions de performances du Groupe.

Le nombre maximal d'actions gratuites attribuées s'élève à 2 245 902. Compte tenu de la probabilité d'atteinte des conditions de performances, ainsi que des cotisations sociales, la charge de la période s'élève à 1 066 milliers d'euros.

### Intérêts de retard

Les intérêts de retards portent sur les droits en principal du litige fiscal décrit en Note 13 Provisions courantes.

## NOTE 4 : COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)	30.06.13	30.06.12
Plus-values sur cession de VMP et produits des VMP	158	137
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	158	137
Charges d'intérêt	-1 984	-2 053
Variation de juste valeur des emprunts et emprunts obligataires	-698	-632
Charges d'intérêt liées à l'affacturage	-436	-328
Coût de l'endettement financier	-3 118	-3 013
<b>Total</b>	<b>-2 960</b>	<b>-2 876</b>

## NOTE 5 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(en milliers d'euros)	30.06.13	30.06.12
Gains de change	23	414
Pertes de change	-93	-30
Variation de valeur des instruments financiers	0	0
Effet des actualisations	0	0
Coût financier des engagements envers le personnel	-333	-286
Dépréciations nettes des reprises	0	-70
Autres produits financiers (SWAP et autres)	11	25
Autres charges financières (SWAP et autres)	-164	-359
<b>Total</b>	<b>-556</b>	<b>-306</b>

## NOTE 6 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

### Traitement comptable de la CVAE

La CVAE, qui selon l'analyse du Groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12 est comptabilisée en impôt sur le résultat, pour un montant de 4,2 millions d'euros au titre de la période.

### Intégration fiscale

En France, le périmètre d'intégration fiscale de GFI Informatique au 30 juin 2013 comprend 8 sociétés. Au titre de la période, l'option pour l'intégration fiscale a généré une économie d'impôt de 760 milliers d'euros pour le Groupe.

### Impôts différés

Au 30 juin 2013, les sources d'impôt différé sont les suivantes en France et à l'international.

(en milliers d'euros)	31.12.12 retraité (1)	Impact des variations de taux	Variations de périmètre	Autres et Ecart de conversion	Impact sur le résultat	30.06.13
<b>Différences temporaires issues des déclarations fiscales</b>						
Différences temporaires fiscales *	1 033				51	1 084
Autres différences temporaires fiscales	1 065				-40	1 025
<b>Différences temporaires liées aux retraitements en consolidation</b>						
Reports déficitaires activés	7 498				180	7 678
Immobilisations générées en interne et fiscalité liée	-8 138			-14	-168	-8 320
Provision pour indemnités de départ à la retraite	6 874				278	7 152
Relations clientèle	-2 887				293	-2 594
Retraitement Emprunt	-1 517				170	-1 347
Autres différences	1 405				145	1 550
<b>Impôts différés nets France</b>	<b>5 333</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-14</b>	<b>909</b>	<b>6 228</b>
Différences temporaires fiscales	229				26	255
Reports déficitaires activés	179					179
Autres différences	-441				6	-435
<b>Impôts différés nets International</b>	<b>-33</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>32</b>	<b>-1</b>
<b>Total impôts différés nets</b>	<b>5 300</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-14</b>	<b>941</b>	<b>6 227</b>
dont Impôts différés actifs	5 448					6 440
Impôts différés passifs	-148					-213

\* participation des salariés, participation à l'effort de construction et organique

(1)- 31 décembre 2012 retraité compte tenu de l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée

## V. Notes sur l'état de la situation financière consolidée

### NOTE 7 : ECARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
<b>31 décembre 2012</b>	<b>213 714</b>	<b>21 570</b>	<b>192 144</b>
Allocation du coût d'acquisition	-2 242		-2 242
Compléments de prix			0
Cessions	-1 743		-1 743
Dépréciations de la période			0
Ecart de change	-136	-103	-33
<b>30 juin 2013</b>	<b>209 593</b>	<b>21 467</b>	<b>188 126</b>

La variation des écarts d'acquisitions de la période est en partie relative à l'allocation du coût d'acquisition de Cognitis, opération réalisée en fin de second semestre 2012. La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs aux acquisitions Business Solutions et Cognitis sera finalisée dans le délai d'affectation, soit pour la clôture 2013.

Elle est également liée, à hauteur de 1,7 million d'euros à la sortie de l'activité 'terminaux de paiement' au Portugal (cf. Note 3 : Résultat opérationnel).

#### Unités génératrices de trésorerie

La définition des UGT est celle décrite dans les Etats Financiers Consolidés arrêtés au 31 décembre 2012.

#### Méthode d'évaluation appliquée aux activités poursuivies

La méthode d'évaluation retenue pour la détermination des valeurs d'usage est celle des flux de trésorerie futurs actualisés.

Sur les UGT présentant des indices de perte de valeur (la zone ibérique, l'Europe du nord et la Suisse), un test d'évaluation a été réalisé au 30 juin 2013. Les prévisions d'activité sont basées sur les budgets d'exploitation arrêtés par la Direction pour le second semestre 2013 avec des taux de croissance pour les années 2014 à 2016 compris entre -8% et +7%.

Le taux d'actualisation retenu s'élève à 10,0%. Le taux de croissance à l'infini est fixé à 1,5% pour l'Europe du Sud et 2% pour l'Europe du Nord.

Compte tenu des hypothèses retenues en termes de rentabilité et de besoin en fonds de roulement d'exploitation, aucune dépréciation n'a été constatée au 30 juin 2013.

#### Tests de sensibilités et valeur des écarts d'acquisition par UGT

Dans le contexte de la clôture, l'appréciation de la variation raisonnablement possible des hypothèses clés par le Groupe correspond aux fourchettes de valeurs présentées dans les tests de sensibilités et rappelées ci-dessous :

- hausse de 0.5 point du taux d'actualisation ;
- diminution de 0.5 point du taux de croissance à l'infini ;
- diminution de 0.5 point du taux de marge sur l'ensemble des périodes de flux 2014 à 2016 ;
- diminution de 0.5 point du taux de croissance du chiffre d'affaires sur l'ensemble des périodes de flux 2014 à 2016
- dégradation de 10% des hypothèses de BFR.

## En France

Les écarts d'acquisition en France s'élèvent à 154 M€ au 30 juin 2013. L'UGT « activité de service » et l'UGT « activité de logiciels » représentent respectivement des valeurs nettes comptables d'écart d'acquisition de 126 M€ et 28 M€. Aucune variation raisonnablement possible des hypothèses clés ne conduirait la valeur recouvrable de ces UGT à devenir inférieures à leurs valeurs nettes comptables.

## A l'international

A l'international, la répartition des valeurs des écarts d'acquisition par pays est présentée en note 14 : Information sectorielle.

Les écarts d'acquisition en Espagne s'élèvent à 21 M€ au 30 juin 2013. L'UGT « activité de service » et l'UGT « activité de logiciels » représentent respectivement des valeurs nettes comptables d'écart d'acquisition de 20 M€ et 1 M€.

Les résultats des tests de sensibilités au 30 juin 2013 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Impact des tests de sensibilités sur la valeur des écarts d'acquisition (en millions d'euros)			Répartition par UGT			
			Offre intégrée			Logiciels
		en %	Espagne	Portugal	Suisse	Espagne
<u>Sensibilité à une hypothèse</u>						
Hausse de 0,5 point du taux d'actualisation	-2,4	-1%	-1,4	-0,7	na	-0,3
Diminution de 0,5 point du taux de croissance à l'infini	-1,2	-1%	-0,5	-0,5	na	-0,2
Diminution de 0,5 point de taux de marge *	-3,1	-2%	-2,1	-1,0	0,0	na
Diminution de 0,5 point de taux de croissance du chiffre d'affaires	-1,3	-1%	na	-0,7	-0,6	0,0
Dégradation de 10% des hypothèses de BFR	-0,3	0%	na	-0,3	na	na
<u>Sensibilité à une combinaison de variations raisonnables d'hypothèses</u>						
Hausse de 0,5 point du taux d'actualisation combinée à :						
- une baisse de 0,5 point du taux de croissance à l'infini	-3,5	-2%	-2,2	-0,9	-0,1	-0,3
- une baisse de 0,5 point du taux de marge	-5,4	-3%	-3,8	-1,4	-0,1	-0,1

\* les sensibilités sur les taux de marge et les taux de croissance du chiffre d'affaires concernent l'ensemble des années

## NOTE 8 : AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers d'euros)			30.06.13	31.12.12
	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Logiciels acquis	8 681	7 808	873	1 116
Logiciels créés	8 287	5 506	2 781	3 038
Frais de développement	34 717	13 464	21 253	20 490
Relations clientèle et marques acquises	20 304	9 582	10 722	8 247
<b>Total</b>	<b>71 989</b>	<b>36 360</b>	<b>35 629</b>	<b>32 891</b>

Les logiciels acquis correspondent aux licences d'exploitation des logiciels et progiciels informatiques acquises. Les logiciels créés correspondent aux frais afférents au projet ERP pour le Groupe.

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
<b>31 décembre 2012</b>	<b>66 588</b>	<b>33 697</b>	<b>32 891</b>
Immobilisations acquises	529		529
Immobilisations générées en interne	1 952		1 952
Immobilisations cédées ou mises au rebut	-503	-324	-179
Amortissements de la période	0	2 987	-2 987
Entrées de périmètre	3 420		3 420
Ecarts de change	3	0	3
<b>30 juin 2013</b>	<b>71 989</b>	<b>36 360</b>	<b>35 629</b>

Les entrées de périmètre sont relatives aux justes valeurs des actifs identifiés (relations clientèles et marques) dans le cadre des acquisitions du second semestre 2012.

Les immobilisations générées en interne représentent les frais de développement activés dans le cadre de l'activité « Edition de progiciels » du Groupe.

Les immobilisations corporelles ne présentent pas de variation significative sur la période.

## NOTE 9 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(en milliers d'euros)	30.06.13	31.12.12
Créances fiscales	17 090	18 244
Créance litige TVA	2 834	0
Créances sur cession d'activités abandonnées	0	0
<b>Valeur brute</b>	<b>19 924</b>	<b>18 244</b>
Dépréciations	-2 834	0
<b>Total</b>	<b>17 090</b>	<b>18 244</b>

### Créance fiscales

Les créances fiscales non courantes sont composées des créances de carry-back et de crédit d'impôt recherche au titre des périodes 2011 à 2013 pour un total de 17 090 milliers d'euros au 30 juin 2013.

## NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES

L'état des variations des capitaux propres est présenté dans la première partie des états financiers consolidés.

### Évolution du capital social

Le capital est composé au 30 juin 2013 de 54 450 342 actions de 2 euros de valeur nominale et s'élève ainsi à 108 900 684 euros.

## Nombre moyen d'action et résultat par action

### Nombre moyen d'actions

Nombre d'actions	30.06.13	31.12.12
Nombre d'actions ordinaires	54 450 342	54 450 342
Nombre d'actions susceptibles d'être attribuées à titre gratuit	1 178 088	1 079 429
Nombre d'actions susceptibles d'être émises liées à l'Océane	10 080 645	10 080 645
Nombre d'actions susceptibles d'être émises liées aux BSAAR	849 992	849 992
Nombre d'actions susceptibles d'être émises	12 108 725	12 010 066
Total	66 559 067	66 460 408

### Résultat par action

Résultat par action	30.06.13	30.06.12 retraité (1)
<b>Résultat des activités poursuivies, part du Groupe</b> (en milliers d'euros)	800	2 302
Résultat de base par action (en euros)	0,01	0,04
Résultat dilué par action (en euros)	0,01	0,04
<b>Résultat, part du Groupe</b> (en milliers d'euros)	800	4 950
Résultat de base par action (en euros)	0,01	0,09
Résultat dilué par action (en euros)	0,01	0,09
<b>Résultat des activités abandonnées</b> (en milliers d'euros)	0	3 349
Résultat de base par action (en euros)	0,00	0,06
Résultat dilué par action (en euros)	0,00	0,06

(1)- 1<sup>er</sup> semestre 2012 retraité compte tenu de l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée

## Opération sur les titres auto-détenus

La rubrique « Titres de l'entreprise consolidante » représentait 959 751 titres au 31 décembre 2012, valorisés à 2 687 milliers d'euros.

Au cours de la période,

- l'acquisition de 802 913 titres d'autocontrôle au prix moyen de 3,15 euros par titre ;
  - ainsi que la cession de 744 091 titres d'autocontrôle ;
  - et l'attribution de 244 000 titres aux bénéficiaires de la tranche 1 du plan d'action gratuite 2011 ;
- ont porté ce nombre de titres à 774 573 au 30 juin 2013.

Ces titres représentent 1,4% du nombre total d'actions en circulation au 30 juin 2013.

## Dividendes

Le dividende voté par l'Assemblée Générale du 17 mai 2013 au titre de l'exercice 2012 s'élève à 0,06 centime d'euros par action, il donnera lieu à un versement au titre du second semestre 2013.

La dette envers les actionnaires, d'un montant de 3 223 milliers d'euros est comptabilisée au bilan dans le poste « Autres passifs courants ».

## NOTE 11 : ENDETTEMENT

### Endettement, part à long terme

(en milliers d'euros)	30.06.13	31.12.12
Emprunt obligataire, part à long terme	45 553	44 979
Emprunt auprès des établissements de crédit, part à long terme	23 076	27 819
Dettes de crédi-bail, part à long terme	0	42
<b>Total</b>	<b>68 629</b>	<b>72 840</b>

### Endettement, part à court terme

(en milliers d'euros)	30.06.13	31.12.12
Emprunt auprès des établissements de crédit, part à court terme	9 498	7 407
Dettes de crédi-bail, part à court terme	150	232
Concours bancaires courants	6 779	556
Tirages sur créances affacturées	22 320	12 382
Intérêts courus non échus sur emprunts et dettes financières diverses	1 362	41
<b>Total</b>	<b>40 109</b>	<b>20 618</b>

### Echéances

(en milliers d'euros)	30.06.13	échéances			
		mi 2013 - mi 2014	mi 2014 - mi 2015	mi 2015 - mi 2016	mi 2016 - mi 2017
Emprunt obligataire	45 553	0	0	0	45 553
Emprunt auprès des établissements de crédit	32 574	9 498	9 431	9 373	4 272
Dettes de crédi-bail	150	150			
<b>Total</b>	<b>78 277</b>	<b>9 648</b>	<b>9 431</b>	<b>9 373</b>	<b>49 825</b>

### Covenants bancaires

Le contrat d'emprunt bancaire du 28 septembre 2012 contient des clauses conventionnelles dites de défaut, pour lesquelles les critères financiers sont appréciés lors de la clôture semestrielle.

Les covenants sont respectés au 30 juin 2013, GFI Informatique se situant à un niveau inférieur aux limites fixées par ces contrats bancaires.

## NOTE 12 : PROVISIONS NON COURANTES

Les indemnités légales et conventionnelles de départ à la retraite sont provisionnées pour chacun des salariés du Groupe présent en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément à la norme IAS 19 (Cf. Note 19 sur les impacts détaillés de la révision de cette norme).

L'évolution de l'engagement de retraite du Groupe se détaille de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	
<b>Provision pour indemnités de départ en retraite au 31 décembre 2012</b>	<b>19 884</b>
IAS 19 révisée - intégration du coût des services passés	828
<b>Provision pour indemnités de départ en retraite au 31 décembre 2012 retraité</b>	<b>20 712</b>
Entrées de périmètre	18
Coûts des services rendus au cours de la période	904
Coût financier	333
Effet de toute réduction ou liquidation	-466
<b>Provision pour indemnités de départ en retraite au 30 juin 2013</b>	<b>21 501</b>

## NOTE 13 : PROVISIONS COURANTES

(en milliers d'euros)	31.12.12	Périmètre	Augmenta- tions	Diminutions	Reclas- sement	30.06.13
Litige fiscal TVA	10 908		154	-2 834		8 228
Prud'hommes et restructurations engagées	2 048		286	-1 320	-26	988
Litiges divers	330		0	-68		262
Autres Risques fiscaux et sociaux	1 925		0	-29	26	1 922
Autres	967		300	-412		855
<b>Total</b>	<b>16 178</b>	<b>0</b>	<b>740</b>	<b>-4 663</b>	<b>0</b>	<b>12 255</b>

Les augmentations et diminutions se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Augmentations			Total	Diminutions			Total	dont reprises sans utilisation
	Opéra- tionnelle courante	Opéra- tionnelle non courante	Financière		Opéra- tionnelle courante	Opéra- tionnelle non courante	Financière		
Litige fiscal TVA		154		154		-2 834		-2 834	0
Prud'hommes et restructurations engagées		286		286		-1 320		-1 320	0
Litiges divers		0		0		-68		-68	0
Risques fiscaux / sociaux				0		-29		-29	0
Autres	300	0	0	300	-412	0		-412	0
<b>Total</b>	<b>300</b>	<b>440</b>	<b>0</b>	<b>740</b>	<b>-412</b>	<b>-4 251</b>	<b>0</b>	<b>-4 663</b>	<b>0</b>

### Litige fiscal TVA

La provision pour litige TVA correspond à la notification des redressements portant sur les années 2004, 2005 et 2006. Le vérificateur a remis en cause l'exonération de TVA sur certaines livraisons intracommunautaires. Les redressements notifiés en 2007 et 2008 portent sur une somme globale de 8,5 millions d'euros, auquel il convient d'ajouter les intérêts de retard pour 1,3 million d'euros, ainsi que les majorations de 40% pour manquements délibérés soit 3,4 millions d'euros, soit un total, intérêts et majorations compris de 13,2 millions d'euros.

GFI Informatique a contesté vigoureusement les propositions de rectification et a fait les différents recours hiérarchiques durant toute l'année 2009. L'administration a confirmé sa position et émis un avis de mise en recouvrement en février 2010, rendant nécessaire pour GFI Informatique le provisionnement des redressements (hors pénalités), soit un montant de 9 752 milliers d'euros qui a été comptabilisé en « Autres charges et produits opérationnels » dans les comptes de l'exercice 2009.

GFI Informatique considère toujours que ces redressements ne sont pas justifiés, ni en droit, ni en fait et a engagé la défense de sa position devant les juridictions compétentes. Une requête introductive d'instance a été déposée devant le Tribunal Administratif de Paris le 11 octobre 2010, puis renvoyée depuis sur le nouveau Tribunal Administratif de Montreuil. Ce dernier, par jugement daté du 6 décembre 2012 a rejeté l'ensemble de la requête.

Gfi Informatique relevant de nombreuses contradictions dans le jugement et l'absence de réponse, notamment à une demande de question préjudicielle à poser devant la CJUE, a déposé un recours devant la Cour d'Appel de Versailles le 6 février 2013.

Maintenant son analyse, GFI informatique a décidé de ne pas provisionner la pénalité pour manquement délibéré.

Les jugements des tribunaux administratifs pris dans le domaine fiscal étant exécutoires dès leur notification, la provision est désormais classée en provision courante.

Gfi Informatique a demandé et obtenu un échelonnement du règlement sur les deux années à venir. Un premier versement a été effectué en février 2013 pour un montant de 2 834 milliers d'euros. Le solde des flux de trésorerie à venir présente l'échéancier suivant :

(en milliers d'euros)	30.06.13	échéances	
		mi 2013 - mi 2014	mi 2014 - mi 2015
Principal	5 667	4 840	827
Intérêts de retard jusqu'à fin juin 2013	2 561		2 561
<b>Total provisionné</b>	<b>8 228</b>	<b>4 840</b>	<b>3 388</b>
Estimation des Intérêts de retard à compter de juillet 2013	156		156
Pénalités pour manquement délibéré	3 400		3 400
<b>Flux de trésorerie</b>	<b>11 784</b>	<b>4 840</b>	<b>6 944</b>

### Provisions prud'hommes, réorganisations et restructurations engagées

Les dotations et reprises pour risques prud'homaux et réorganisation concernent pour l'essentiel la France.

## VII. Informations complémentaires

### NOTE 14 : INFORMATION SECTORIELLE

La segmentation sectorielle au 30 juin 2013 est identique à celle du 31 décembre 2012. Par ailleurs, le total des actifs par segment opérationnel n'a pas varié significativement par rapport au 31 décembre 2012.

(en milliers d'euros)	30.06.13	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Chiffre d'affaires	368 614	313 062	31 187	8 548	11 913	771	3 133
MARGE OPERATIONNELLE	17 017	16 564	56	-43	460	-138	118
Marge opérationnelle en %	4,6%	5,3%	0,2%	-0,5%	3,9%	-17,9%	3,8%

(en milliers d'euros)	30.06.12 <i>retraité (1)</i>	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Chiffre d'affaires	320 929	258 841	34 977	11 204	12 180	853	2 874
MARGE OPERATIONNELLE	15 913	13 712	1 301	574	624	-299	1
Marge opérationnelle en %	5,0%	5,3%	3,7%	5,1%	5,1%	-35,1%	0,0%

(en milliers d'euros)	30.06.13	Intra- Groupe	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Ecarts d'acquisition	188 126		154 207	21 558	4 803	5 116	1 926	516
Autres immobilisations incorporelles	35 629		34 388	960	0	242	3	36
Immobilisations corporelles	8 469		7 059	800	323	129	5	153
Clients et comptes rattachés	264 194	-1 788	219 133	26 406	7 539	6 696	326	5 882

(en milliers d'euros)	31.12.12	Intra- Groupe	France	Espagne	Portugal	Belux	Suisse	Maroc
Ecarts d'acquisition	192 144		156 449	21 559	6 547	5 116	1 959	514
Autres immobilisations incorporelles	32 891		31 523	1 058	0	264	4	42
Immobilisations corporelles	8 266		6 340	890	659	138	5	234
Clients et comptes rattachés	255 462	-2 106	205 766	31 985	8 763	5 442	500	5 112

### NOTE 15 : RISQUES DIVERS

L'acquéreur de GFI Italie, filiale cédée en avril 2010, a saisi le 18 juillet 2012, la chambre d'arbitrage de Milan pour se voir accorder une indemnité qu'il estime à au moins 6 millions d'euros. Gfi Informatique estime que cette demande n'est ni matériellement, ni juridiquement justifiée. En conséquence, aucune provision n'a été comptabilisée.

### NOTE 16 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan du Groupe sont ceux consentis ou reçus par GFI Informatique et ses filiales.

Ils n'ont pas varié significativement par rapport au 31 décembre 2012.

### NOTE 17 : EVENEMENTS POSTERIEURS

Néant

## NOTE 18 : INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

### Actions gratuites

Le nombre de droits à actions gratuites attribué au cours de la période au profit des parties liées s'élève à 150 000.

## NOTE 19 : APPLICATION IAS 19 REVISEE, TABLEAUX DE PASSAGE

La révision de la norme a pour effet de comptabiliser les écarts actuariels en capitaux propres, ce point est sans impact pour le Groupe qui les comptabilisait déjà de cette manière.

La modification de la Convention Collective Nationale du SYNTEC en 2004 avait généré un coût total des services passés de 1 219 milliers d'euros. Le solde du coût des services passés non comptabilisé en résultat au 31 décembre 2012 s'élevait à 828 milliers d'euros.

Les effets de modifications des régimes sont désormais à comptabiliser en résultat. Au titre de l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée, ce solde est donc comptabilisé dans les engagements postérieurs à l'emploi au 31 décembre 2012 en contrepartie des capitaux propres, pour son montant net des impacts de fiscalité différée.

Les impacts détaillés de l'application de la norme IAS 19 révisée sur les états de la situation financière consolidée, le résultat et le tableau des flux de trésorerie sont présentés ci-après.

► Etat de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)	31.12.12	IAS 19 révisée	31.12.12 retraité
Ecart d'acquisition	192 144		192 144
Autres immobilisations incorporelles	32 891		32 891
Immobilisations corporelles	8 266		8 266
Actifs financiers non courants	4 609		4 609
Impôts différés actifs	5 149	299	5 448
Autres actifs non courants	18 244		18 244
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>261 303</b>	<b>299</b>	<b>261 602</b>
Stocks de marchandises	602		602
Clients et comptes rattachés	255 462		255 462
Autres créances	28 697		28 697
Charges constatées d'avance	7 297		7 297
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40 168		40 168
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>332 226</b>	<b>0</b>	<b>332 226</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>593 529</b>	<b>299</b>	<b>593 828</b>
Capital	108 901		108 901
Primes	36 259		36 259
Réserves consolidées	48 687	-529	48 158
Autres	-3 943		-3 943
Réserves de conversion	175		175
<b>CAPITAUX PROPRES, Part du groupe</b>	<b>190 079</b>	<b>-529</b>	<b>189 550</b>
Part ne donnant pas le contrôle	-1 641		-1 641
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>188 438</b>	<b>-529</b>	<b>187 909</b>
Endettement, part à long terme	72 840		72 840
Impôts différés passifs	148		148
Provisions non courantes	19 884	828	20 712
Autres passifs financiers non courants	6 284		6 284
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>99 156</b>	<b>828</b>	<b>99 984</b>
Provisions courantes	16 178		16 178
Endettement, part à court terme	20 618		20 618
Passifs financiers courants	6		6
Autres passifs financiers courants	2 100		2 100
Fournisseurs	52 167		52 167
Dettes fiscales et sociales	164 260		164 260
Autres passifs courants	10 248		10 248
Produits constatés d'avance	40 358		40 358
<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>305 935</b>	<b>0</b>	<b>305 935</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>593 529</b>	<b>299</b>	<b>593 828</b>

## ► Résultat

L'annulation de la charge d'amortissement correspondante comptabilisée au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2012 pour un montant non significatif (« coûts des services passés pris en charge de la période » à hauteur de 22 milliers d'euros), modifie légèrement le résultat du 1<sup>er</sup> semestre 2012.

(en milliers d'euros)	30.06.12	IAS 19 révisée	30.06.12 <i>retraité</i>
<b>Chiffre d'affaires</b>	320 929		<b>320 929</b>
Charges de personnel	-236 350		-236 350
Achats et charges externes	-59 743		-59 743
Impôts, taxes et versements assimilés	-5 443		-5 443
Dotations aux amortissements (hors actifs incorporels affectés)	-3 417		-3 417
Autres produits et charges opérationnels courants	-85	22	-63
<b>MARGE OPERATIONNELLE</b>	<b>15 891</b>	<b>22</b>	<b>15 913</b>
<b>Marge opérationnelle en %</b>	<b>5,0%</b>		<b>5,0%</b>
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés	-756		-756
Restructurations	-2 539		-2 539
Résultat des cessions et liquidations	0		0
Dépréciation des écarts d'acquisition	0		0
Autres produits et charges opérationnels	-1 770		-1 770
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>10 826</b>	<b>22</b>	<b>10 848</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	137		137
Coût de l'endettement financier brut	-3 013		-3 013
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>-2 876</b>	<b>0</b>	<b>-2 876</b>
Autres produits et charges financiers	-306		-306
Impôts sur les résultats	-5 356	-8	-5 364
Résultat des sociétés intégrées par mise en équivalence	0		0
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>	<b>2 288</b>	<b>14</b>	<b>2 302</b>
Résultat des activités abandonnées	3 349		3 349
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE</b>	<b>5 637</b>	<b>14</b>	<b>5 651</b>
dont part du Groupe	4 936	14	4 950
dont part ne donnant pas le contrôle	701		701

► Flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30.06.12	IAS 19 révisée	30.06.12 retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé avant résultat des activités abandonnées	2 288	14	2 302
Dotations nettes aux amortissements et provisions et autres éléments du résultat sans	3 185	-14	3 171
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur	632		632
Plus ou moins-values nettes de cessions d'actifs	152		152
Profits et pertes de dilution	0		0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	6 257	0	6 257
Coût de l'endettement financier net (retraité des variations de juste valeur)	2 244		2 244
Coût des sw ap	-28		-28
Charge d'impôt	5 356	-8	5 348
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	13 829	-8	13 821
Impôt versé	-4 266	8	-4 258
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité	-15 894		-15 894
<b>I- FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE</b>	<b>-6 331</b>	<b>0</b>	<b>-6 331</b>
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	-3 183		-3 183
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	-2 121		-2 121
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	49		49
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-3		-3
+/- Incidences des variations de périmètre	41 499		41 499
+/- Variations des prêts et avances consenties	5		5
<b>II- FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>36 246</b>	<b>0</b>	<b>36 246</b>
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			
+/- Rachats et ventes d'actions propres	-804		-804
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
• Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-4 846		-4 846
• Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
+ Variation des capitaux propres liée à l'enregistrement de l'Océane			
+ Souscription d'emprunts	12		12
- Remboursements d'emprunts	-19 353		-19 353
+/- Variation du tirage sur créances affacturées	21 807		21 807
- Intérêts financiers versés	-1 049		-1 049
- Coût des sw ap	28		28
<b>III- FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>-4 205</b>	<b>0</b>	<b>-4 205</b>
+/- Incidence des variations de cours des devises	8		8
<b>VARIATION DE TRESORERIE DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>	<b>25 718</b>	<b>0</b>	<b>25 718</b>

# Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

---

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Gfi Informatique, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Paris-La Défense, le 30 juillet 2013

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON  
*Membre français de Grant Thornton International*

ERNST & YOUNG et Autres

Vincent Papazian

Pierre Abily

# Attestation du responsable du rapport financier semestriel

---

## **Monsieur Vincent ROUAIX**

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 2 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Fait à Paris, le 30 juillet 2013

Monsieur Vincent ROUAIX  
Président Directeur Général